

L'hon. M. Pearson: Alors le premier ministre a ajouté foi à cette nouvelle dans la déclaration qu'il a faite à son sujet. Quand le premier ministre du pays ajoute foi à une nouvelle aussi importante que celle-là, où il est dit que des armes nucléaires peuvent être disponibles dans une heure ou une demi-heure, nous avons le droit d'interroger le ministre sur ce point. Le ministre nous indiquera peut-être comment cela peut se faire.

M. le président suppléant: Le crédit est-il adopté?

L'hon. M. Hellyer: Avant de nous demander de voter les sommes voulues, on devrait sûrement avoir la politesse de nous dire ici ce que le premier ministre a dit aux conservateurs-progressistes de l'Alberta.

M. le président suppléant: Le crédit 645 est-il adopté?

L'hon. M. Hellyer: Non, monsieur le président. Je me demande si le ministre consentirait à nous dire si, à son avis, le Canada est bien protégé par la base de Bomarc, à North Bay, prête comme elle l'est actuellement?

L'hon. M. Harkness: Encore une fois, monsieur le président, cela n'a rien à voir au crédit à l'étude. L'honorable député tente tout simplement de créer de petits embêtements en posant pareille question.

L'hon. M. Hellyer: Le ministre pourrait-il nous donner son opinion sur le CF-101 et nous dire si, armé de missiles atomiques, il serait, pour le NORAD, une arme de défense plus efficace? Voilà une question directe et franche. Pourrions-nous obtenir une réponse franche?

L'hon. M. Harkness: J'invoque la règle concernant les répétitions, monsieur le président. J'ai déjà répondu à cette question au moins cinq ou six fois depuis le début de la session.

L'hon. M. Pearson: Monsieur le président, lors d'une réunion conservatrice tenue à Edmonton, une réunion politique, le premier ministre a fait certaines déclarations très importantes et précises. Siégeant en comité, à la Chambre des communes, nous cherchons à savoir ce que voulaient dire ces déclarations, et le ministre refuse de renseigner la Chambre. Le premier ministre a dit que ce changement pourrait se faire en une heure ou une demi-heure. Nous demandons au ministre de nous expliquer comment cela peut se faire, si c'est possible, ou bien de démentir la nouvelle et de nous dire que cela ne peut se faire.

L'hon. M. Harkness: Le premier ministre n'a jamais dit une telle chose.

L'hon. M. Pearson: Je vais citer ce qu'il a déclaré. Un article a paru dans quatre ou cinq

journaux et n'a pas été démenti. La déclaration a été faite voici quelques semaines à une conférence de presse. Il s'agit d'une dépêche de la *Presse canadienne* parue dans le *Globe and Mail*. Un journaliste avait demandé si, en temps de guerre, le Canada pourrait obtenir des ogives nucléaires des États-Unis assez rapidement s'il n'en avait pas déjà, et l'article dit:

M. Diefenbaker a déclaré qu'il ne pouvait répondre à cette question pour des raisons de sécurité. Il a ajouté que d'après un rapport récent, les ogives nucléaires pouvaient être obtenues en une demi-heure ou une heure, ce qui était probablement vrai.

Je demande au ministre comment ce serait possible dans le cas des CF-104 ou des Voodoo. Je voudrais surtout que le ministre nous dise si ce serait possible en l'absence d'une entente politique avec les États-Unis sur le contrôle conjoint de ces armes nucléaires. Cette entente pourrait-elle se conclure en une heure ou une demi-heure?

M. le président suppléant: L'article 645 est-il adopté?

L'hon. M. Hellyer: La question est grave. Les journalistes, croyant le premier ministre sur parole, ont rédigé des articles où ils expliquaient qu'en fait il était matériellement possible de transporter des ogives nucléaires de n'importe quel endroit des États-Unis à n'importe quel endroit du Canada, de les installer et de s'en servir en une demi-heure ou une heure. Pour élucider la situation, le ministre devrait tout de suite dire au comité que c'est une absurdité et que cela ne peut se réaliser. Que le ministre fasse la lumière sur la situation.

M. le président suppléant: Le crédit 645 est-il adopté?

L'hon. M. Pickersgill: Je voudrais lire ce crédit encore une fois.

Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel important—

Ce crédit est pour l'Aviation royale du Canada. Le ministre reconnaît certes que ce matériel dont nous parlons et pour lequel nous obtiendrions des ogives, est important. Il a coûté cher au contribuable canadien. On nous demande maintenant de voter 31 millions de dollars de plus et le ministre refuse de nous dire ce qu'il fera de ce matériel important et même ce qu'on pourrait en faire. Comme l'a signalé le chef de l'opposition, le premier ministre a donné des renseignements à ce propos à des groupes privilégiés, lors d'une réunion de l'association conservatrice-progressiste, qui a eu lieu à Edmonton. C'est certes une façon étrange pour un premier ministre de restaurer les droits du Parlement dont il a tant parlé il y a à peine cinq ans.